



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Intervention 70.10 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la préservation de l'équilibre agro-écologique et de la biodiversité de milieux spécifiques

Notice de la mesure « Amélioration de la gestion des surfaces herbagères et pastorales par le pâturage »

PZ_CETP_PRA3

Territoire « CETP »

Campagne 2024

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Centre d'études et de Réalisation Pastorales Alpes Méditerranée

CERPAM

570 Avenue de la Libération

04100 MANOSQUE

ggrivel@cerpam.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure cible les zones à vocation pastorale (estives, alpages, landes, parcours, pelouses, etc.) composées d'une mosaïque de milieux (strates herbacées, ligneux bas et quelques ligneux hauts).

Elle a pour objectif d'assurer à l'ensemble des surfaces engagées une utilisation qui permette une pression de pâturage adaptée aux milieux, tenant compte à la fois :

- des risques de fermeture du milieu, et donc d'abandon de surfaces pastorales, avec la disparition éventuelle d'espèces inféodées et des paysages correspondants ;
- de l'existence d'espèces ou de milieux (faune, flore), qui peuvent relever de la biodiversité ordinaire ou extraordinaire, et qui peuvent être affectés négativement par une surexploitation liée au pâturage.

Il s'agit donc de maintenir un équilibre de ces espaces pastoraux, en s'appuyant sur un plan de gestion qui permettra d'orienter l'exploitant vers des pratiques durables.

Le PAEC « Territoires pastoraux des Alpes du Sud et des collines méditerranéennes » appliqué à l'enjeu « Biodiversité » a pour objectif de répondre aux enjeux de préservation de la biodiversité avec la mesure PRA3 via le maintien et l'adaptation des modalités de pâturage. La fixation de conditions d'entretien de ces surfaces trop rigides (chargement instantané maximum et minimum, période de pâturage...) n'est pas adaptée à la préservation des milieux et peut parfois conduire à une dégradation des zones les plus fragiles ou une perte de biodiversité des zones soumises à une forte dynamique. Cette mesure a ainsi pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des estives, landes ou parcours engagées soient utilisées de manière à lutter contre leur fermeture et de favoriser l'adaptation des conditions de pâturage à la spécificité de ces milieux, en se basant sur un plan de gestion pastoral. Sur le territoire du PAEC, il s'agira principalement d'avoir une gestion pastorale adaptée tenant compte des enjeux « Biodiversité » spécifiques de chaque surface pastorale. Le plan de gestion pastoral sur les surfaces engagées est élaboré de manière conjointe entre les éleveurs, les gestionnaires environnementaux et les organismes techniques concernés.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 72 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement sera plafonné à hauteur de 7 500,00 € par an.

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires suivants sont éligibles :

- Les agriculteurs actifs tels que définis conformément à l'article 4 du règlement UE n°2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs ;

- Les personnes morales mettant à disposition d'exploitants des terres de manière indivise ;
- Les entités collectives.

Est qualifiée de « collective » toute utilisation de surface à plusieurs éleveurs, que les animaux soient ou non regroupés en un troupeau commun. Dans ces conditions, les groupements pastoraux sont éligibles ainsi que toutes les formes d'entités collectives juridiquement constituées et dotées de la personnalité morale dès lors qu'elles gèrent en responsabilité directe des surfaces dont elles sont propriétaires ou locataires et qu'elles en organisent l'utilisation collective notamment par les troupeaux de leurs membres ou ayants droit.

Les GAEC sont éligibles avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont les **prairies, pelouses et pâturages permanents**.

Se référer au point 7.2 de la notice.

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC (pour les exploitations individuelles, les sociétés et les GAEC cette surface doit être située dans la partie de la zone régionale à enjeu biodiversité, BIODIV, incluse dans le territoire du PAEC, pour les entités collectives tout le territoire du PAEC est éligible) ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Faire établir un plan de gestion sur la base du diagnostic d'exploitation. Le plan de gestion doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

Les demandes accompagnées d'une fiche de liaison, signée par l'opérateur, sont prioritaires.

Critères retenus :

Au niveau du PAEC, un zonage définit que cette mesure est en priorité 2.

A cela s'ajoute une priorisation de niveau Régional :

1. Les demandes d'engagements situés en zones Natura 2000 à enjeux forts ou très forts, les demandes d'engagement dans des mesures à enjeux eau, dans les mesures DFCI, dans les mesures de préservation des zones humides, dans les mesures visant à préserver les espèces en PNA,
13 points
2. Les demandes d'engagements situés en zones Natura 2000 pour les autres niveaux d'enjeux et dans les autres zones de protection,
8 points
3. Les demandes d'engagements situés dans les autres zones des territoires des PAEC.
3 point

Parmi ces demandes et dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée à la campagne MAEC, la répartition de l'enveloppe budgétaire régionale doit respecter les critères de priorisation régionaux suivants :

4. Les mesures systèmes,
1 point
5. Les demandes avec plan de gestion,
1 point
6. Les jeunes agriculteurs bénéficiaires des aides à l'installation, installés depuis moins de 5 ans à la date de la clôture des déclarations PAC de l'année de la demande.
1 point
7. Les exploitations en agriculture biologique (AB)
1 point
8. Les exploitations engagées dans une démarche de haute valeur environnementale de niveau 3 (HVE3)
1 point
9. **Critère local : investissements réalisés par les groupements pastoraux (GP)**

Afin de départager les dossiers portés par les groupements pastoraux (GP) sur le territoire du PAEC, les élus du CERPAM ont décidé de rajouter un critère de sélection des dossiers, en sus du scoring régional.

Afin de départager les dossiers portés par les groupements pastoraux (GP) sur le territoire du PAEC, les élus du CERPAM ont décidé de rajouter un critère de sélection des dossiers, en sus du scoring régional.

Ainsi, le critère « investissement » est appliqué à l'ensemble des dossiers portés par les GP. Ce critère prend en compte l'investissement porté par le GP entre 2015 et 2023 (date correspondant à la dernière programmation FEADER) concernant les équipements en eau et/ou les logements (création, rénovation, ajout...). Ces dossiers d'investissements dans les équipements, pour être éligibles à l'ajout d'un point supplémentaire, doivent avoir été déposés auprès des services du FEADER ou des départements et avoir fait l'objet de l'attribution d'une subvention, l'autofinancement restant étant porté par le GP. Les groupements pastoraux seront de plus classés selon le montant des travaux réalisés.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Contrôles	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2026	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Mettre en œuvre le plan de gestion.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Chaque année, valoriser par pâturage au moins 50 % des surfaces engagées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d'importance égale à 0,6.
Ne pas détruire le couvert sur les surfaces engagées. <i>Un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé au cours des 5 ans de l'engagement.</i>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie définitive, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Enregistrer les interventions sur toutes les parcelles engagées : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identification des surfaces, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles ; ➤ Modalités d'utilisation des parcelles (pâturage : dates d'entrée et de sortie des animaux par parcelle, nombre d'animaux et UGB correspondantes ; dates de fauche, ...) ; ➤ Pose des clôtures, des points d'eau (dates et localisation) ; ➤ Affouragement (dates et localisation) ; <p>ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,05.

¹ Se référer à la notice nationale MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

L'exploitant doit suivre une formation dans les deux premières années de contractualisation de la mesure selon les obligations nationales. Celle-ci comportera, à minima, deux entrées :

- Comprendre l'enjeu contractualisé,
- Maîtriser la gestion et le pilotage de la gestion mise en œuvre pour y répondre.

La formation sera organisée par l'opérateur PAEC, en fonction des modalités financières définies. En cas d'appel à projets spécifique aux formations, des partenaires pourront être associés.

7.2 Définition des prairies et pâturages permanents

Les surfaces en prairies et pâturages permanents correspondent aux surfaces de la catégorie 1.6 de la notice télépac « Liste des cultures et précisions », rendues admissibles par l'application d'un prorata spécifique à cette MAEC :

- Lorsque la densité d'éléments naturels non admissibles de 10 ares ou moins est strictement supérieure à 80 % la surface n'est pas admissible (prorata égal à 0 %).
- Dans les autres cas, le prorata est de 100 % et la surface est donc entièrement admissible.

7.3 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.

ANNEXE 1 : Grille d'évaluation du prélèvement par le pâturage

La grille nationale d'évaluation du niveau de prélèvement est présentée ci-dessous. Elle a été construite et étalonnée sur la base de coupes de phytomasse et de transects avant et après pâturage qui ont été comparés à l'état visuel du tapis herbacé après pâturage. Cinq classes de prélèvement ont ainsi été définies. Le schéma ci-après présente les différentes applications et les différentes grilles disponibles pour évaluer le prélèvement par le pâturage en fonction du milieu et de l'espèce herbivore.

OBSERVATIONS VISUELLES		Prélèvement herbacé	Mode de gestion
1	Traces de passage rapide du troupeau : coups de dents épars, herbe plus ou moins couchée dans faciès productif, quelques crottes présentes.	< 20 %	Passage rapide
2	Prélèvement herbacé faible : les bonnes espèces constituant le fin (légumineuses, bonnes graminées, autres), sont consommées irrégulièrement ; le risque de gaspillage est important (herbe couchée dans faciès productif). <i>Coups de dents épars sur feuillages arbustifs les plus appétents</i>	20 à 40 %	Tri
3	Prélèvement herbacé irrégulier : dans l'ensemble, le fonds pastoral est consommé ; les espèces moins appétentes sont consommées partiellement et irrégulièrement par taches ou trouées ; peu d'incursions dans les zones embroussaillées moins pénétrables (pâturage concentré sur les zones ouvertes). Le stock sur pied en sec n'est pas attaqué. <i>Les feuillages les plus appétents sont partiellement prélevés, pas d'impact sur les autres arbustifs consommables.</i>	40 à 60 %	Pâturage prudent
4	Prélèvement herbacé important : l'ensemble de la strate herbacée est mangé assez régulièrement ; il subsiste des touffes de refus ; exploration très partielle des plages embroussaillées moins pénétrables, qui se traduisent au fil des temps par quelques passages visibles. Pâturage régulier d'au moins 80 % de la surface accessible Le stock sur pied en sec (de l'année précédente) est peu attaqué par les ovins, plus par les bovins et les équins. <i>Impact visible sur arbustifs consommables.</i>	60 à 80 %	Gestion
5	Pelouse raclée : l'ensemble de la strate herbacée est très bien consommée, avec un aspect de la pelouse ras et régulier ; les refus d'espèces grossières sont rares ou inexistantes ; les espèces les moins appétentes sont irrégulièrement consommées (carex toujours vert, brachypode de Phénicie). Exploration des plages embroussaillées denses et peu pénétrables (épineux) ; ouverture de passages bien marqués. Pâturage régulier de la totalité de la surface accessible Prélèvement marqué dans le stock sur pied en sec (de l'année précédente), plus complet par bovins et équins. <i>Impact important sur arbustifs consommables.</i>	80 à 100 %	Impact

(Source : CERPAM, 2013)

Les végétations pastorales sont constituées de trois catégories au sein du tapis herbacé ainsi que d'une fraction ligneuse :

- Les espèces très appétentes, couramment appelé « le fin » par les bergers (légumineuses, graminées les plus appétentes). Elles sont généralement minoritaires. Ces espèces sont prélevées plus fortement que les autres en début de période de pâturage (tri plus ou moins marqué). Ce comportement de tri est plus marqué par les **ovins** que par les **bovins**
- Le fonds pastoral, généralement majoritaire, constitué en particulier des graminées d'appétence moyenne, mais qui constituent le gros de la ressource (exemples : brome dressé, fétuque rouge).
- Le grossier, constitué des espèces consommables mais peu appétentes (exemples : brachypodes, fétuque paniculée...). La consommation du grossier par les **ovins** est croissante au fur et à mesure que les autres fractions de la ressource ne sont plus disponibles. Leur capacité à le prélever dépend de l'apprentissage des animaux et de la gestion pastorale mise en place : plus les animaux ont une expérience pastorale toute l'année, plus ils donnent rapidement des coups de dent sur ces espèces dès le début d'une séquence de pâturage ; à l'inverse, des troupeaux peu pastoraux, peu habitués à valoriser des milieux difficiles, ou qui sortent d'une séquence sur une ressource très attractive, nécessitent un mode de conduite contraignant pour effectuer un report significatif sur ces espèces grossières. Les **bovins** et les **équins** trient beaucoup moins le grossier ; lorsqu'il est dominant, il suffit d'appliquer la grille générale.
- À ces trois catégories herbacées se rajoutent les ligneux consommables. A l'exception des espèces arbustives les plus appétentes (cornouiller, légumineuses non épineuses, accrus de feuillus caducifoliés comme les érables...), leur consommation s'apparente à celle du grossier pour les ovins. La consommation des fruits n'est pas évaluée.

Application de la grille de pression de pâturage à différents types de parcours.

- Les pelouses pastorales « moyennes », les plus fréquentes, celles où le fonds pastoral constitue l'essentiel de la ressource, mais dans un tapis herbacé diversifié où sont présentes aussi les espèces meilleures et moins bonnes, et souvent quelques ligneux.

Grille générale

(Applicable aussi sur pelouses embroussaillées, landes et sous-bois)
(Applicable pour toutes espèces au pâturage)

- Cas particulier des pelouses très rases, souvent très attractives (pelouses nivales...)

Ovins : grille spécifique « pelouses nivales »

- Les pelouses, pelouses embroussaillées, landes et sous-bois dominées par les graminées grossières :

Bovins, équins : grille générale

Ovins : grilles spécifiques

- « queyrel »
- « brachypode »

- Parcours ligneux :

Caprins : grille « ligneux »

(Note cumulative de plusieurs années de pâturage)
(Particulièrement adaptée aux caprins, utilisable pour les autres espèces pour évaluer leur pression de pâturage sur ligneux)

ANNEXE 2 : Cahier d'enregistrement des pratiques

**Mesure Agro-Environnementale et Climatique :
Cahier d'enregistrement des pratiques
Programmation 2023 – 2027**

Nom du contractant	
N° PACAGE	
Commune(s) concernée(s)	
Nom de la mesure	
N° ilots engagés en MAEC	
PAEC concerné	



